

La République Démocratique Du Congo « Un Protectorat Américain » Ouvert Aux Autres Puissances : Analyse Géopolitique Et Economique D'une Souveraineté Sous Influence

NKUNZA TSHIMBALANGA Marcel

Université de Kananga

Auteur correspondant : NKUNZA TSHIMBALANGA Marcel



Résumé : La République démocratique du Congo (RDC) occupe une position stratégique en Afrique Centrale en raison de l'abondance de ses ressources naturelles stratégiques, de son potentiel humain et de sa centralité géographique. L'expression "protectorat américain ouvert aux autres puissances" renvoie davantage à une métaphore politique doublée d'une réalité juridique. Cet article analyse les influences extérieures (américaines, chinoises, européennes émergentes et celles des globalistes) afin d'évaluer la portée réelle de la souveraineté congolaise dans un contexte de dépendances croisées et de multipolarité contemporaine.

Mots-clés : RDC, Etats-Unis, protectorat, souveraineté, dépendance, multipolarité.

1. INTRODUCTION

Depuis la fin de la guerre froide, la RDC se situe à la croisée d'intérêts internationaux multiples. Les chercheurs soulignent que les Etats africains postcoloniaux évoluent dans un système de souveraineté formelle mais économiquement contrainte.¹ La qualification "protectorat" ne correspond pas à une définition juridique stricte, mais traduit une perception d'influence extérieure dominante. L'objectif dans cette recherche est d'examiner scientifiquement cette formule.

2. CADRE CONCEPTUEL : SOUVERAINETE, DEPENDANCES ET NEO-PROTECTORAT

La souveraineté étatique signifie la capacité d'un Etat à déterminer librement ses choix politiques et économiques. Mais, la mondialisation financière et institutionnelle introduit des mécanismes de dépendance structurelle. 2 Le concept de néo-protectorat renvoie à une situation où l'Etat demeure juridiquement indépendant mais voit ses politiques publiques fortement orientées par des acteurs extérieurs.³

2.1 Les Etats-Unis : Partenaire stratégique ou influence dominante ?

L'influence américaine en RDC se manifeste généralement dans trois domaines :

- Sécurité et stabilité : La coopération militaire et logistique vise officiellement la stabilisation de l'Est de la RDC sans substitution directe de souveraineté.
- Diplomatie normative : Les pressions relatives à la gouvernance démocratique, à la corruption et aux droits humains traduisent une influence idéologique plus qu'une administration territoriale.⁴

- Intérêts économiques : Les minéraux stratégiques congolais (cobalt, cuivre, lithium, coltan, etc.) occupent une place centrale dans les chaînes de valeur technologiques mondiales.

3. UNE OUVERTURE A LA PLURALITE DES PUISSANCES

La RDC ne se limite pas à une dépendance unilatérale ; elle se caractérise par une pluralité d'acteurs :

- La Chine : investissements massifs dans les infrastructures et le secteur minier ;
- L'Europe : aide au développement et appui institutionnel ;
- Puissances émergentes : diversification sécuritaire et commerciale ;
- Les globalistes : l'exploitation minière (Cobalt, cuivre, or, lithium), les infrastructures (routes, barrages, télécommunications), et l'énergie et la logistique.

Cette multipolarité réduit la pertinence de la notion de protectorat unique et renvoie davantage à une concurrence d'influences.⁵

4. UNE POLITIQUE DE DIVERSIFICATION DES PARTENARIATS

La République Démocratique du Congo a une politique de diversification des partenariats et des puissances, elle ne doit pas s'aligner exclusivement sur une seule grande puissance, mais entretient des relations avec plusieurs pôles d'influence (économiques, militaires, diplomatiques, culturels).

En diplomatie : la RDC cherche des accords avec différents pays plutôt que de dépendre d'un seul partenaire.

- En économie : Elle vise l'attraction des investissements provenant de diverses régions du monde.
- En géopolitique : Elle est dans la posture de non-alignement ou de multivectorialisme qui est souvent associée au multilatéralisme, à la souveraineté stratégique, c'est-à-dire à la volonté d'éviter une dépendance excessive envers une seule puissance.

Toutefois, la République démocratique du Congo devra opter pour un équilibre des relations internationales en reconnaissant un monde multipolaire plutôt qu'un monde dominé par un acteur unique.

Le triptyque "ressources, gouvernance et autonomie stratégique" constitue une grille d'analyse pertinente pour comprendre les conditions d'une souveraineté réelle. Les ressources fournissent la base matérielle, la gouvernance assure la transformation productive, et l'autonomie stratégique garantit la liberté de décision. L'absence de l'un de ces piliers fragilise l'ensemble du système.

5. LE TRIPTYQUE : RESSOURCES, GOUVERNANCE ET AUTONOMIE STRATEGIQUE

Ce triptyque conceptuel "Ressources, gouvernance et autonomie stratégique" est souvent utilisé en géopolitique, en économie politique et relations internationales pour analyser la capacité réelle d'un Etat ou d'une organisation à agir de manière souveraine et efficace. La puissance repose sur des éléments tangibles tels que la géographie, les ressources naturelles, la capacité industrielle et la démographie.⁶

5.1 RESSOURCES

Les ressources désignent l'ensemble des moyens dont dispose un acteur.

- Ressources naturelles : minerais, pétrole, terres arables, eaux, forêts ;
- Ressources humaines : population active, niveau d'éducation, compétences techniques ;
- Ressources financières : recettes fiscales, investissement, accès au crédit ;

- Ressources technologiques : innovation, industrie, infrastructures numériques. Ces ressources existent en RDC, mais leur gestion rend fragile son indépendance politique en raison de faiblesses institutionnelles.

5.2 GOUVERNANCE

La gouvernance est l'ensemble des mécanismes institutionnels par lesquels les ressources sont administrées, le pouvoir est exercé, et comment les décisions sont prises et transformées en biens publics.⁷ Les travaux de Douglass North démontrent que la performance économique dépend de la qualité des institutions formelles et informelles. Une gouvernance efficace implique la transparence budgétaire, l'état de droit, la responsabilité politique et l'administration fiscale performante. Ainsi la gouvernance sert comme variable médiatrice entre ressources et développement.

5.3 L'AUTONOMIE STRATEGIQUE

Le concept d'autonomie stratégique désigne la capacité d'un acteur politique à définir ses orientations fondamentales sans dépendance excessive à une puissance extérieure, elle est la liberté de décision dans l'interdépendance.

Dans la littérature contemporaine, cette notion est particulièrement développée dans le cadre de l'Union européenne, notamment en matière énergétique, numérique et militaire.⁸ L'autonomie stratégique comporte plusieurs dimensions :

- Autonomie sécuritaire (capacité de défense propre) ;
- Autonomie économique (diversification des partenaires commerciaux) ;
- Autonomie technologique (maîtrise des chaînes de valeur stratégiques) ;
- Autonomie financière (capacité de financement interne).

Comme le souligne Joseph Nye, la puissance moderne combine hard power et soft power.⁹ (Le pouvoir "dur"=contrainte, et pouvoir "doux"=la séduction). L'autonomie stratégique suppose donc non seulement des ressources matérielles, mais aussi une capacité d'influence normative et institutionnelle.

L'interaction dynamique entre ces trois variables (ressources, gouvernance et autonomie stratégique) peut être résumée ainsi :

- Ressources sans gouvernance égale prédation, corruption, instabilité ;
- Gouvernance sans ressources égale faible marge de manœuvre structurelle ;
- Ressources + gouvernance sans autonomie stratégique : les trois combinés donnent la souveraineté effective et capacité d'influence.

Cette articulation est particulièrement pertinente pour la RDC qui cherche à consolider sa position dans un ordre international en recomposition.¹⁰

6. DISCUSSION CRITIQUE DE L'EXPRESSION "PROTECTORAT AMERICAIN"

L'abondance des ressources naturelles représente un atout économique mais également un facteur de vulnérabilité politique. L'environnement géopolitique actuel est marqué par une multipolarité croissante (BRICS+, G20 élargi). La RDC participe activement à des forums diversifiés et développe des partenariats multiples, ce qui contredit la logique exclusive d'un partenariat. Les auteurs de la théorie de la dépendance (Cardoso, Frank) soutiennent que les économies périphériques sont structurellement subordonnées au centre capitaliste.¹¹ Appliqué à la RDC, cette analyse souligne la dépendance aux exportations primaires et aux capitaux étrangers. Néanmoins, la diversification récente des partenaires (Chine, Turquie, Inde) complexifie cette lecture. La notion d'hégémonie développée par Antonio Gramsci, puis reprise en relations internationales, permet de penser à une domination non coercitive fondée sur l'influence normative et institutionnelle. Les Etats-Unis exercent une influence globale à travers les normes financières, sécuritaires et diplomatiques.¹² Dans cette logique, la RDC peut être insérée dans une structure

hégémonique sans pour autant être un protectorat. La qualification de la RDC comme "protectorat américain" ne résiste donc pas à l'analyse juridique stricte : aucun statut formel ne l'établit. Toutefois l'expression renvoie à des réalités historiques d'alignement stratégique, d'influence financière et de dépendance économique.

La qualité de la gouvernance interne demeure déterminante pour transformer l'attraction des puissances en levier de développement durable.

6.1 LES ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA THESE "PROTECTORAT"

Certaines analyses considèrent que la position géographique et les ressources naturelles de la RDC expliquent l'intérêt constant des grandes puissances. Le pays possède d'importantes réserves de minerais critiques (Cobalt, Coltan, Cuivre) indispensables à l'économie mondiale. Dans cette perspective, les Etats-Unis auraient cherché à maintenir une influence politique et sécuritaire indirecte afin de garantir la stabilité d'un espace qui donne une véritable garantie de l'économie mondiale.

a Influence diplomatique et sécuritaire

Depuis les années 1990, les Etats-Unis jouent un rôle actif dans les processus politiques congolais notamment dans les médiations régionales et les initiatives de stabilisation. Les missions de maintien de la paix de l'organisation des Nations Unies, comme la MONUSCO, sont souvent perçues comme soutenues par les puissances occidentales.

b Importance stratégique des ressources

La RDC possède certaines ressources les plus convoitées au monde (Coltan, Cobalt, Cuivre). Dans le contexte de la transition énergétique et du numérique, ces minerais intéressent particulièrement les entreprises occidentales et asiatiques. Dans ce contexte, plusieurs puissances cherchent à sécuriser les accès aux ressources congolaises, ce qui renforce l'idée d'une influence externe sur l'économie politique.

c La dépendance financière et institutionnelle

La politique de la RDC est également influencée par les programmes d'ajustement structurel et de réformes soutenus par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Ces institutions jouent un rôle important dans l'élaboration des politiques macroéconomiques et budgétaires, ce qui peut être interprété comme une forme de tutelle économique.¹³

Cet accord démontre la diversification des alliances. Kinshasa joue désormais sur plusieurs tableaux, rompant avec la dépendance unique envers les alliés traditionnels. Plusieurs analyses insistent sur la nécessité de renforcer les institutions afin d'éviter la "dépendance extractive".¹⁴

6.2 LES LIMITES DE LA THESE AU PROTECTORAT.

a La diversification des partenaires internationaux

La RDC entretient actuellement des relations économiques et diplomatiques avec de nombreuses puissances du monde, notamment la Chine, l'Union européenne, la Russie, l'Inde et plusieurs pays africains. L'accord sino-congolais sur les infrastructures et les ressources signé en 2008 illustre cette diversification des partenariats stratégiques qui contredit l'idée d'une domination exclusive des Etats-Unis.

b L'autonomie relative des élites politiques congolaises

Comme le souligne la littérature sur la politique africaine, les élites nationales jouent souvent un rôle actif dans la négociation et l'utilisation des relations internationales pour consolider leur pouvoir interne.¹⁵ Même si l'influence internationale est réelle, les autorités congolaises conservent l'autonomie relative qui leur donne la capacité de prendre certaines décisions stratégiques et d'orienter les politiques publiques. Cela même dans un contexte économique, politique ou sécuritaire. Dans les relations internationales contemporaines, la dépendance à l'égard de partenaires extérieurs n'entraîne pas automatiquement une domination totale. Les élites politiques peuvent exploiter les rivalités internationales, négocier les conditions de coopération ou

adopter les politiques nationales selon leurs propres intérêts. Selon Robert Keohane et Joseph Nye, l'interdépendance complexe entre les Etats produit des relations asymétriques mais laisse subsister des espaces d'action pour les gouvernances nationales.¹⁶

c Sur le plan économique

La dépendance est plurielle, non exclusive. Selon cette approche, la dépendance extérieure ne traduit pas nécessairement une domination étrangère : elle peut aussi être instrumentalisée par les élites nationales comme une ressource stratégique dans les luttes politiques internes et dans la consolidation de leur pouvoir.¹⁷

6.3 L'EXTRAVERSION COMME STRATEGIE POLITIQUE

Depuis 2010, la RDC déploie une stratégie d'extraversion, elle convertit sa dépendance extérieure en levier diplomatique majeur. Elle multiplie donc les partenariats internationaux. Loin de subir passivement l'influence de Washington, Kinshasa instrumentalise la rivalité entre grandes puissances pour négocier des marges de souveraineté. Le résultat est une souveraineté sous influence, à géométrie variable, où l'Etat congolais devient un arbitre entre Washington, Pékin, Bruxelles et les autres acteurs régionaux.

6.3.1 Géographie d'une Souveraineté négociée.

Axe spatial	Ancrage américain	Ouverture compensatoire	Effet sur la souveraineté
Est du pays	MONUSCO sous pression / sanctions OFAC contre des groupes armés, partenariat sécuritaire signé en 2023. ¹⁸	Présence Rwandaise, Ougandaise tolérée accord minier avec UAC et Chine au Sud Kivu.	Etat délègue la stabilisation, mais monétise l'accès aux corridors miniers
Bassin du Congo	USAID = 1er bailleur ¹⁹ / agenda climatique, carbone promis par l'envoyé spécial	Accord forestier CAFI piloté par la Norvège, Allemagne et France. Crédits carbone vendus à des firmes chinoises.	La rente environnementale est mise aux enchères entre blocs rivaux.
Kinshasa-institutions	FMI et B.M conditionnent 60% du budget d'investissement, ²⁰ doctrine US de "transparence minière".	Banque BRICS sollicitée en 2024, contrat et infrastructure Sinohydro maintenus	Pluralisme des bailleurs = marge de contournement des conditionnalités.

L'extraversion produit sur le plan économique une territorialisation fragmentée : chaque segment du territoire est arrimé à un parrain différent, selon la ressource en jeu

6.3.2 Economie politique de l'extraversion

L'économie politique de l'extraversion constitue un levier de dépendance structurelle. L'extraversion est un concept théorique pour décrire les Etats africains postcoloniaux. C'est donc une stratégie où les élites captent des ressources à l'extérieur pour asseoir leur pouvoir interne.²¹ En RDC, l'économie politique d'extraversion devient un mode de fonctionnement dominant de l'économie depuis son accession à sa souveraineté nationale et internationale. Elle transforme ainsi la souveraineté en une monnaie d'échange à une économie tournée vers l'extérieur.

a Une économie vers l'extérieur

Depuis 1960 la RDC, malgré ses immenses ressources, son économie reste désarticulée et désintégrée : elle produit peu pour le marché intérieur et exporte l'essentiel de ses matières premières à l'état brut. Le cuivre, le cobalt, l'or ou le coltan génèrent plus de 70% des recettes d'exportation, mais la valeur ajoutée est captée à l'étranger. La balance commerciale est structurellement vulnérable aux cours mondiaux, en conséquence, le pays importe jusqu'aux biens manufacturés de base.²²

b Le cœur de l'extraversion et rivalités de puissances.

Le secteur minier est une grande source des rivalités des puissances extérieures de la RDC. La Gécamines qui fournissait 66% des recettes budgétaires en 1980, a vu sa production s'effondrer après les années 1990. La libéralisation du secteur à partir de 2004 a ouvert la porte aux multinationales : américaines avec Tenke Fungurume, chinoises, européennes, et plus récemment des acteurs du Golfe. Kinshasa a tenté de réviser les contrats jugés léonins pour augmenter la participation de l'état. Cette tentative a donné naissance à un paradoxe : pour sortir de l'extraversion la RDC doit d'abord négocier avec les puissances qui en profitent.²³

c L'EXTRAVERSION COMME CONTRAINTE POLITIQUE

L'équilibre budgétaire de la RDC dépend du secteur minier, qui représente plus d'un tiers des recettes, dans un contexte de dette extérieure attendue à 27 % en 2025. Le conflit à l'Est a aggravé cette dépendance en créant une baisse des recettes de S.O et une hausse de dépenses militaires. Les partenaires extérieurs - FMI, Banque Mondiale, mais aussi Etats-Unis via l'aide humanitaire et les accords miniers conditionnent leur soutien à des réformes et à des alignements diplomatiques.²⁴ L'extraversion n'est donc pas seulement économique mais elle devient également sécuritaire.

d LA SOUVERAINETE SOUS INFLUENCE.

La visite du Président français Emmanuel Macron en mars 2023 a acté l'amorce d'un partenariat dans le domaine minier, tandis que Washington reste un acteur clé via l'aide et la pression sur les chaînes d'approvisionnement en minerais critiques. La RDC tente de diversifier ses partenaires pour éviter un nouveau tête-à-tête exclusif. Mais tant que la production nationale n'est pas tournée vers le marché intérieur, l'extraversion maintient le pays dans une position de protectorat économique ouvert : formellement souverain, mais dont les choix budgétaires, monétaires et sécuritaires sont largement arbitrés depuis l'extérieur. L'extraversion en question est une extraversion négociée.²⁵

6.3.3 L'EXTRAVERSION SUR LE PLAN SYMBOLIQUE

Au-delà des flux de matières premières et de capitaux, l'extraversion opère aussi sur un registre symbolique. Il ne s'agit plus seulement de vendre du cobalt ou du coltan ou du cuivre, mais de produire et d'entretenir une image de l'Etat congolais auprès des puissances extérieures.²⁶ Et donc l'extraversion symbolique devient la souveraineté mise en scène.

a La dépendance comme spectacle diplomatique.

Depuis 1960, l'incapacité à transformer localement les ressources pousse la RDC à vendre du brut à bas prix pour racheter du manufacturé très cher. Cette asymétrie économique se double d'une mise en scène politique : sommets internationaux, forums miniers, visites d'Etat comme celle du président français en mars 2023, où Kinshasa négocie sa place dans les chaînes de valeur mondiales. La souveraineté devient alors performative : on affiche l'indépendance tout en sollicitant l'aval extérieur pour chaque grand contrat.²⁷

b Les minerais critiques, totems de la géopolitique.

Les révisions des contrats léonins sont autant d'actes politiques destinés à montrer que l'Etat reprend la main, même si la structure extractive demeure.²⁸ Ainsi, le cobalt, le lithium ou le coltan ne sont pas que des matières premières. Ils sont érigés en symboles de la transition énergétique mondiale. En contrôlant l'accès à ces ressources, la RDC acquiert un capital symbolique qu'elle monnaie auprès des Etats-Unis, de la Chine ou de l'UE. Mais ce capital reste extraverti : il ne sert pas d'abord la

population, mais la reconnaissance internationale du régime.

c Le récit De La victime-assistée.

La RDC attend de l'aide extérieure 27% pour son budget 2025. Se trouvant elle-même dans un récit où l'insécurité à l'Est justifie l'assistance militaire et humanitaire, la RDC se trouve sous un récit extraverti qui légitime l'intervention des partenaires - FMI, B.M, Etats-Unis - tout en dépolitisant les causes internes du conflit. La dépendance financière se transforme en dépendance narrative. Pour recevoir, il faut correspondre à l'image du pays en crise qui attend l'extérieur.²⁹ L'aide extérieure devient donc le récit de la victime-assistée qu'est la RDC.

d La souveraineté sous influence.

Tant que la production nationale n'est pas tournée vers le marché intérieur, l'Etat congolais tire sa légitimité principale de l'extérieur. L'extraversion symbolique fait ainsi de la RDC un protectorat ouvert : on y négocie l'accès aux ressources, mais aussi l'accès au sens, à la reconnaissance et à la définition même de ce qu'est un "Etat respectable".³⁰ Les élites captent les ressources symboliques reconnaissance diplomatique, statut de "pays solution" pour le climat, siège dans les forums qui compensent le déficit de légitimité interne.

7. CONCLUSION

La RDC n'est ni une colonie, ni un Etat pleinement souverain. Tant que la production ne sera pas tournée vers le marché intérieur, la souveraineté congolaise restera négociée contrat par contrat, à Washington, à Pékin ou à Paris. La sortie du protectorat ouvert passe par une introversion réelle de l'économie : transformer localement, créer un marché intérieur et rompre avec la dépendance symbolique.³¹ La RDC apparaît moins comme un protectorat que comme un Etat à souveraineté négociée dans un système international multipolaire. L'enjeu majeur demeure la consolidation institutionnelle interne et la capacité à convertir la rivalité des puissances en opportunité stratégique plutôt qu'en dépendance structurelle. La problématique centrale n'est donc pas l'existence d'une tutelle formelle, mais la gestion politique des influences externes dans un contexte de mondialisation asymétrique.³² Elle fonctionne comme un protectorat ouvert : l'influence américaine y est centrale via l'aide, le FMI et les minerais stratégiques, mais Kinshasa diversifie ses partenariats avec la Chine, l'UE et les autres puissances pour éviter une tutelle exclusive.³³ Cette position découle d'une extraversion structurelle héritée de 1960 : une économie désarticulée, tournée vers l'exportation des matières premières brutes, dépendante du minier pour plus d'un tiers des recettes et de l'aide extérieure à 27% du budget 2025, l'extraversion est aussi symbolique : la légitimité des élites se capte à l'extérieur, et le conflit à l'Est nourrit une rente sécuritaire qui justifie l'ingérence.³⁴

REFERENCES

- [1]. Achille MBEMBE, Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée, Paris, La découverte, 2010.
- [2]. Joseph Stiglitz, La grande désillusion, Paris, Fayard, 2010.
- [3]. Samir Amin, Le développement inégal, Paris, Editions de Minuit, 1973.
- [4]. Max Weber, Le savant et la politique, Paris, Ed. Plon, 1959. Note marginale : BM, RDC-Mémoire économique pays : Stimuler la Croissance et la Souveraineté économique, Washington D.C./Banque Mondiale, 2021, p. 178.
- [5]. Banque Mondiale, Democratic Republic of Congo Country Economic Memorandum, Washington D.C., 2021. (5) The Bottom Billion, Paul Collier (Oxford University Press, 2007). Zaki Laïdi, La norme sans la force : l'énigme de la puissance européenne, Presses des Sciences Po, 2005.
- [6]. Morgenthau Hans J., Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace, New York, Alfred A. Knopf, 1948.
- [7]. Hans J. MORGENTHAU, "Politique entre les nations, la lutte pour le pouvoir et la paix", Paris, Calmann-Levy, 1952.
- [8]. European Commission, Strategic Autonomy in the EU's External Action, Brussels, 2020
- [9]. Nye Joseph S., Soft power: The means to success in world politics, New York Public Affairs, 2004. Note marginale
- [10]. Cox R. W., Production, Power and World Order, New York, Columbia University Press, 1987.
- [11]. Cardoso, F. H. & Faletto, E., Dependency and development in Latin America, Berkeley, University of California Press, 1979
- [12]. Cox R. W., Production, Power and World Order, New York, Columbia University Press, 1987. Note supérieure : FH. CARDOSO et E. FALETTO, Dépendance et développement en Amérique latine, Trad A. Morvan, Paris, PUF, 1978.
- [13]. Jean-Claude Willame, La guerre du Kivu. Vues de la salle climatisée et de la véranda, Bruxelles, GRIP, 2012. Note marginale : Les Relations Internationales dans un monde en mutation, trad. M. Liégeois et T. de Wilde d'Estmael, Bruxelles, Bruylant, 2022.
- [14]. International Crisis Group, Rapports sur la crise congolaise, Bruxelles, diverses éditions.
- [15]. Robert Keohane et Joseph Nye, Power and Interdependence, Longman, New York, 2001. Note marginale : Les Relations Internationales dans un monde en mutation, trad. M. Liégeois et T. de Wilde d'Estmael, Bruxelles, Bruylant, 2022.
- [16]. Jean-Jacques Gabas, La Chine en Afrique, Ed Karthala, Paris, 2012.
- [17]. Bayart, J. F., L'Etat en Afrique. La politique du ventre, Paris, Fayard, 1989.
- [18]. Résolution 27,17 du C.S, Décembre 2023 : calendrier du retrait de la MONUSCO.
- [19]. OCDE
- [20]. Ministre de Budget R.D.C
- [21]. BAKAFWA K. op cité "Extraversion de l'économie Congolaise et son sous-développement" Congo virtuel, 2024. Définit l'indépendance économique comme la capacité d'une production nationale à couvrir les besoins

intérieurs.

- [22]. Ibid, l'auteur souligne que depuis 1960 aucune transformation structurelle n'a permis d'introvertir l'économie, maintenant la RDC dans une dépendance externe.
- [23]. Wikipédia, "Economie de la R.D.Congo", section secteur minier - Données sur la Gécamines et la part des exportations minières.
- [24]. ibid
- [25]. France Diplomatie, "Rép. Dem. du Congo - Politique et Economie" mise à jour 29 avril 2024. Détails sur la visite de mars 2023 et l'annonce du partenariat minier franco-congolais.
- [26]. BAKAFWA K. Op.cit
- [27]. ibid
- [28]. Wikipedia, "Economie de la Rép Dem du Congo", Données sur les contrats léonins, la révision des contrats miniers et la participation de l'Etat dans Tenke Fungurume.
- [29]. Direction Générale du Trésor "Situation macroéconomique et financière de la RDC" 2025. L'aide extérieure est attendue à 27% en 2025.
- [30]. Ibid, la structure économique reste désarticulée, désintégrée et tournée vers l'extérieur depuis 1960.
- [31]. Direction Générale du Trésor, "op cit".
- [32]. Nations Unies, Rapports du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), éditions annuelles.
- [33]. BAKAFWA K., op cit. Congo virtuel, 2024.
- [34]. Commission européenne, l'autonomie stratégique dans l'action extérieure de l'UE, Bruxelles, 2020.